



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025 26 du 7 novembre 2025

complémentaire à l'arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000 réglementant le fonctionnement du centre de transit, de tri de déchets non dangereux et de compostage de déchets verts, exploité par la Société Cévennes déchets.

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le titre IV du livre V du Code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Vu** le livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000 autorisant la création et l'exploitation de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux banals, de déchets industriels spéciaux et de compostage, de déchets verts à Tamaris, commune d'Alès ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-04 du 5 février 2025 complémentaire à l'arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000 réglementant le fonctionnement du centre de transit, de tri de déchets non dangereux et de compostage de déchets verts, exploité par la Société Cévennes Déchets ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme Bonet en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 22 août 2023 nommant M. Emile Soumbo, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté n°30-2024-10-18-00007 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Emile Soumbo, sous-préfet de l'arrondissement d'Alès ;
- Vu** la lettre du 3 juin 2025, par laquelle M. Stéphane Boudon, président directeur général de la société Cévennes Déchets a transmis, à la préfecture du Gard, le dossier du porter à connaissance concernant la modification de certaines

dispositions d'exploitation du centre de transit, de tri de déchets non dangereux et de compostage de déchets verts, que sa société exploite sur le territoire de la commune d'Alès ;

- Vu** la décision du sous préfet d'Alès référencée DREAL-UID30-2025-007 du 14 mars 2025 dispensant d'étude d'impact le projet présenté par la société Cévennes Déchets ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance joint à la lettre du 3 juin 2025 complété le 30 septembre 2025 et le 9 octobre 2025, considéré comme complet ;
- Vu** les plans des installations concernées et des lieux environnants ;
- Vu** l'ensemble des pièces du dossier ;
- Vu** les simulations des flux thermiques radiatifs issus de scénarios d'incendie réalisées par EVOLUTYS (annexe du porter à connaissance) ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 10 octobre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 20 octobre 2025 ;
- Vu** les observations de l'exploitant en date du 4 novembre 2025 ;

L'exploitant entendu ;

Considérant que Cévennes Déchets exploite un centre de transit, de tri de déchets non dangereux et de compostage de déchets verts autorisé par l'arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000 ;

Considérant que le site a connu un incendie le 15 août 2023 et que l'exploitant souhaite reconstruire un bâtiment de transit de déchets ainsi qu'actualiser les volumes de déchets susceptibles d'être présents sur le site ;

Considérant que le dossier de porter à connaissance permet d'apprécier l'impact des modifications projetées en ce qui concerne les risques chroniques et accidentels ;

Considérant en particulier que des éléments fournis dans le dossier et de leur examen vis-à-vis des critères définis à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, il apparaît que les modifications projetées sont à considérer comme non substantielles ;

Considérant que la nature et l'importance des installations nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de dispositions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les engagements de l'exploitant doivent être complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation indispensables à la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement susvisé, y compris en situation accidentelle ;

Considérant qu'un système de suivi, de contrôle efficace du respect des conditions d'autorisation, doit être mis en place par l'exploitant afin d'obtenir cette conformité, la contrôler et rectifier en temps utile les écarts éventuels ;

Considérant que les conditions d'autorisation doivent être suffisamment précises pour limiter les interprétations divergentes susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté ;

Considérant que les modifications consistent en une réorganisation spatiale des activités au sein de l'emprise de l'ICPE déjà autorisée ;

Considérant que les moyens de lutte contre l'incendie ont été réévalués dans le cadre du porter à connaissance ;

Considérant que l'étude de modélisation des flux thermiques de mai 2025 réalisée par le bureau d'étude EVOLUTYS (cf. annexe du PAC) et basée sur le Document Technique D9, confirme que le risque incendie est maîtrisé et limité à l'emprise du site et que les modifications projetées n'entraînent pas de nouveaux dangers ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès ;

ARRETE :

ARTICLE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS PRÉALABLES.

Article 1.1 Bénéficiaire.

La **SAS Cévennes Déchets** dont le siège social se trouve 3 rue de Lajudie, 30 100 Alès, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation du centre de transit, de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux banals, de transit de déchets industriels spéciaux et une plate-forme de compostage de déchets verts, situé sur le territoire de la commune d'Alès, parcelles N°s 183, 208, 206, 219, 354, 355, 357, 358, 359, 360 de la section AD du plan cadastral.

Article 1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 2030 du 25 juillet 2000 et de l'arrêté préfectoral n°2025-04 du 5 février 2025 complémentaire sont abrogées.

Autres réglementations.

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du Code civil, du Code de l'urbanisme, du Code du travail, du Code des communes.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 1.4 Consistance des installations autorisées.

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté

Les installations sont constituées de :

- un bâtiment de 9 840 m², composé d'un centre de tri de déchets industriels banals (DIB) et de déchets ménagers pré-triés (DM) d'une surface de 3 000 m², comportant :
 - Une zone de stockage des déchets entrants ;
 - Une table de tri avec tapis alimentateur ;
 - Des bennes et/ou des alvéoles de réception ;
 - Une presse à balles pour les plastiques, papiers, cartons ;
 - Une zone de stockage des balles ;
 - Une zone de stockage des produits triés en attente d'expédition.
- une station de transit de déchets industriels dangereux (DID) de 720m².
- un bâtiment d'environ 3 570 m².
- une aire couverte d'entreposage de conteneurs étanches de 250 m².
- une plate-forme d'entreposage et de broyage de bois et de déchets verts, comprenant :
 - Une aire extérieure imperméabilisée de 7 000 m², dont 5 îlots de :
 - 375 m² pour le stockage de bois B broyés (volume de 1 125 m³);
 - 400 m² pour le stockage de bois B brut (volume : 1 200 m³) ;
 - 400 m² pour le stockage de bois classe A (volume : 1 200 m³) ;
 - 900 m² pour le stockage de végétaux bruts (volume : 2 700 m³) ;
 - 400 m² pour le stockage de végétaux broyés (volume : 1 200 m³) .
 - Deux broyeurs à végétaux ;
 - Un bassin étanche de rétention des eaux de pluie (600m³ de capacité) ;
 - Un fossé étanche (275 m³).
- un bâtiment annexe d'une superficie de 750 m², comprenant :
 - 3 alvéoles de transit de déchets non dangereux (plastique, papier/carton, verre) de superficie 200 m², 90 m² et 100 m² (les volumes de stockage sont respectivement de 600 m³, 270 m³ et 300 m³) ;
 - Une zone de stockage de copeaux métalliques d'une superficie de 99 m².
- des voies de circulation et aires de manœuvre, en enrobés routiers.
- un pont bascule pour la pesée des véhicules.
- une aire de lavage d'engins et des véhicules avec dispositifs débourbeurs, séparateur d'hydrocarbures.
- des locaux sociaux et administratifs.

Article 1.5 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

(*) A = Autorisation E=Enregistrement D = Déclaration NC = Non Classé

| Rubrique | Installations et activités concernées | Régime* |
|----------|--|---------|
| 2791-1 | Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971, la quantité totale de déchets susceptibles d'être traités étant au plus égale à 133 t/j . | A |
| 2718-1 | Installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. Le volume susceptible d'être entreposé étant de 36 tonnes . | A |
| 2714-1 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant d'environ 8 600 m³ répartis comme il suit : Plateforme extérieure : - Bois classe B broyé = 1 200 m ³ ; - Bois classe B brut = 1 100 m ³ ; - Bois classe A = 1 200 m ³ ; Bâtiment de transit : 1 300 m ³ ; Bâtiment annexe : - Alvéoles Plastiques, papiers, cartons = env 1 200 m ³ . Déchets ménagers pré-tirés = 2 400 m ³ . Quantité DIB = 180 m ³ (bois 60 m ³ + plastiques 30 m ³ + journaux 60 m ³ + cartons 30 m ³). | E |
| 2716-1 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant d'environ 8 610 m³ répartis comme il suit : - aire de stockage et de transit de déchets verts bruts ou broyés : 3900m ³ . - Bâtiment de transit : 4 710 m ³ ; | E |
| 2710-2-b | Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant de 290 m³ | DC |
| 2780-1-c | Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. | D |
| 2713-2 | Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface | D |

| | | |
|--|---------------------------------------|--|
| | occupée étant de 890 m ² . | |
|--|---------------------------------------|--|

Article 1.6 Liste des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement

| Rubrique | Opérations concernées | Régime* |
|----------|---|---------|
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. La surface totale du projet étant de 6,1 ha | D |

(*) A = Autorisation D = Déclaration NC = Non Classé

Article 1.7 Déchets admis et déchets interdits sur le centre.

Les déchets admis sont :

Des déchets industriels banals (D.I.B.) et déchets ménagers pré-triés :

- ferrailles et métaux (petites ferrailles, poutres, petits meubles) ;
- bois (palettes, vieux meubles, emballages) ;
- plastiques (de type film - housses) ;
- papiers et cartons (emballages, journaux, magazines, ...) ;
- bouteilles en matières plastiques (PVC, PET, PET azuré, PEAD) ;
- briques alimentaires et boîtes métalliques ;

ne contenant pas de produits relevant de la classe des déchets industriels spéciaux.

Des déchets industriels dangereux (D.I.D.) :

- batteries hors service ;
- résidus de peintures, solvants et diluants usés, identifiés ;
- déchets d'industries chimiques et pharmaceutiques identifiés ;
- bains de traitement usés identifiés ;
- encres, poudres toner usagés identifiés ;
- déchets de sinistres en conteneurs étanches identifiés ;
- fûts métalliques ou en matière plastique, cartouches, emballages non décontaminés ayant contenu ou contenant des D.I.D. identifiés.

Les fûts admis sont fermés et étanches.

Des déchets à composter :

- tailles de haies, coupes d'arbres, tontes d'espaces verts et plus généralement tous végétaux naturels à l'exclusion de tout déchet répertorié ci-dessus.

Sont interdits :

Les déchets interdits sont ceux non cités ci-dessus et notamment :

- les déchets ménagers non pré-triés ;

- les terres et végétaux pollués ;
- les résidus contenant de l'amiante ;
- les déchets hospitaliers y compris les médicaments périmés ;
- les déchets d'incinération (mâchefers, cendres, REFIOM, ...) ;
- les déchets explosifs, inflammables autres que ceux expressément cités ;
- les déchets radioactifs ou contaminés ;
- les déblais et gravats ;
- les polychlorobiphényles et polychloroterphényles (Pyralènes) ;
- les tétrahydrofuranes.

Article 1.8 Conformité aux plans et données de dossier - Modifications.

Les installations sont implantées, réalisées et exploitées selon les dispositions détaillées dans les études d'impact et de dangers et conformément aux plans, autres documents et engagements présentés par l'exploitant dans le dossier de la demande d'autorisation initiale et des dossiers de porter à connaissance et notamment celui du 3 juin 2025 et ses annexes, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Par application de l'alinéa II de l'article R 181-46 du Code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.9 Réglementations particulières.

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont notamment applicables à l'exploitation des installations :

- arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- le règlement (CE) n° 2037/2000 du 29 juin 2000, modifié, relatif aux substances appauvrissant la couche d'ozone ;
- le règlement (CE) n° 1013/26 du parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

- les articles R. 543-17 à R. 543-41 du Code de l'environnement relatifs aux substances dites « PCB » ;
- les articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement relatifs aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- les articles R. 541-42 à R. 541-45 et R. 541-47 à R. 541-48 du Code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets ;
- arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications ;
- arrêté ministériel du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive ;
- arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 (Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation) ;
- arrêté du 30 juillet 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2719 (installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles) ;
- arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement abrogeant l'arrêté ministériel du 29 février 2012 ;
- dispositions du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Occitanie en vigueur.

Article 1.10 Réglementation des installations soumises à déclaration.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration citées à l'article 1.5. ci-avant.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à certaines installations.

Article 1.11 Conformité au présent arrêté.

Les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté sont prises par l'exploitant.

Avant la mise en service, l'exploitant s'assure de la conformité avec les plans et données techniques du dossier de classement et avec les prescriptions du présent arrêté.

Par la suite, au moins une fois par an, et nonobstant les contrôles réalisés au fil du temps, l'exploitant effectue, ou fait effectuer par un tiers compétent, la vérification du respect, point par point, des prescriptions du présent arrêté.

Le compte rendu de chacune de ces vérifications est sous 1 mois adressé à l'inspecteur des installations classées accompagné le cas échéant des dispositions prises pour remédier aux anomalies constatées. L'exploitant est en mesure de justifier des suites réservées aux non-conformités relevées. Les seuls délais admis sont ceux dont l'incompressibilité peut être dûment justifiée par l'exploitant.

ARTICLE 2 CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT ET D'EXPLOITATION.

Article 2.1 Conditions générales.

Article 2.1.1 Objectifs généraux.

Les installations sont conçues, surveillées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, directement ou indirectement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres, économes et sûres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective, le traitement des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées et particulièrement des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement.

Il est interdit de jeter, abandonner, déverser ou laisser échapper dans l'air, les eaux ou les sols une ou des substances quelconques ainsi que d'émettre des bruits ou de l'énergie dont l'action ou les réactions pourraient entraîner :

- des effets incommodes pour le voisinage ;
- des atteintes à la salubrité, à la santé et à la sécurité publique ;
- des dommages à la flore ou à la faune ;
- des atteintes à la production agricole ;
- des atteintes aux biens matériels ;
- des atteintes à la conservation des constructions et monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- des atteintes aux performances des réseaux et stations d'assainissement ;
- des dégagements en égout directement ou indirectement de gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ;
- des atteintes aux ressources en eau ;
- des limitations d'usage des zones de baignade et autres usages légitimes des milieux.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- limiter le risque de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ;

- prévenir et réduire les risques d'accident ou d'incidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement ;
- l'application et le maintien des prescriptions ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels ;
- assurer l'esthétique du site.

Pour atteindre les objectifs rappelés ci-dessus, l'ensemble des installations est aménagé et exploité dans le respect des conditions spécifiées dans le présent arrêté.

Article 2.1.2 Fonction sécurité-environnement.

L'exploitant met en place une organisation et des moyens garantissant le respect des prescriptions édictées par le présent arrêté et plus généralement celui des intérêts mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'environnement susvisé.

Le responsable de la fonction sécurité-environnement, qui peut avoir d'autres fonctions (qualité, hygiène, sécurité ou autres) dispose de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Article 2.2 Conception et aménagement de l'établissement.

Article 2.2.1 Généralités.

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent sont conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger.

En cas de perturbation ou d'incident ne permettant pas d'assurer des conditions normales de fonctionnement, vis-à-vis de la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et à l'article 2.1.1 suscitée, les dispositifs mis en cause doivent être arrêtés. Ils ne pourront être réactivés avant le rétablissement desdites conditions, sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité et dont il doit pouvoir être justifié.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations puissent être faites aisément.

Article 2.2.2 Clôture.

Afin d'en interdire l'accès, le centre est entouré d'une clôture défensive de 2 m de hauteur au moins, constituée par un grillage doublé par une haie vive à feuilles persistantes. Toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

Article 2.2.3 Voie d'accès et de circulation.

A l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception et d'enlèvement. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières. Le plan de circulation est clairement balisé.

Les accès au site doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent. Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

L'établissement dispose d'une aire de stationnement de façon à prévenir le stationnement des véhicules en attente, sur les voies publiques.

Les accès routiers correspondant à l'entrée et à la sortie de l'établissement sont différenciés et clairement signalés.

Article 2.2.4 Implantation.

Les installations sont conçues de manière à permettre, en cas de sinistre, l'intervention des engins de secours sous au moins deux angles opposés.

Les aires de circulation sont conçues pour permettre un accès facile des engins des services d'incendie.

Elles sont maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Article 2.2.5 Conditions de stockage des déchets.

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus sont nettement délimitées, séparées et leur affectation clairement signalée.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Les surfaces, en contact avec les résidus, résistent à l'abrasion, sont suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières et, si nécessaire, nettoyées.

Les eaux recueillies sont évacuées selon les dispositions définies à l'article 3.4 du présent arrêté.

Article 2.2.6 Pesage.

Le contrôle quantitatif, des réceptions et des expéditions, doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la métrologie légale.

Article 2.3 Conditions d'exploitation.

Article 2.3.1 Surveillance des installations.

L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

L'ensemble du personnel intervenant sur le site a reçu une formation en rapport avec la nature des déchets admis dans l'établissement.

Article 2.3.2 Sécurité.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence du personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations sont fermés à clef.

Article 2.3.3 Entretien de l'établissement.

Les aires, les locaux et les équipements sont maintenus propres. Toutes mesures sont prises pour éviter tout entraînement de déchets ou matières et tout dépôt extérieur à l'enceinte de l'établissement.

Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières récupérés et assurer les garanties de sécurité correspondantes.

Si des éléments légers sont accidentellement dans dispersés et hors de l'établissement, ils doivent être aussitôt ramassés.

Article 2.3.4 Réception et expédition des déchets.

Avant réception d'un déchet, un accord commercial définit préalablement le type du déchet livré, sa nature, son état physique, son éventuel conditionnement et la quantité par livraison ainsi que le calendrier prévu pour les livraisons.

L'exploitant du centre s'assure conjointement qu'il dispose d'un centre de recyclage, de valorisation ou d'élimination autorisé, habilité et apte à les recevoir dans des délais planifiés.

Les bennes de déchets réceptionnées sur le site, sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est à dire sans stockage intermédiaire.

Les D.I.S. en fûts ne subiront aucune opération de transvasement.

Les déchets triés sont expédiés vers leur destination finale dès qu'une benne de transport est complète. Pour les D.I.S, ce délai n'excède en aucun cas **trois mois**.

En cas de dysfonctionnement temporaire de la filière, l'exploitant établit une fiche destinée à en conserver la traçabilité et à en prévenir le renouvellement. Ces fiches sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées

Article 2.3.5 Contrôle des mouvements de déchets.

Réception

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021

Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Gestion interne

L'exploitant est en mesure, en permanence, de savoir quelle est la situation dans le centre d'un déchet répertorié. Cette disposition lui permet de vérifier, à tout moment, que le déchet est bien là où il convient et dans les conditions requises.

Expédition

Chaque expédition fait l'objet d'un enregistrement conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021

Un bordereau d'expédition est systématiquement établi.

La traçabilité prévue ci-dessus peut être assurée sur tout support matériel pourvu que celui-ci soit fiable.

Article 2.3.6 Contrôle à la réception.

Les déchets réceptionnés font l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

Une procédure d'urgence est établie et fait l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne prévoit l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé et l'information de l'inspection des installations classées.

Article 2.3.7 Tri, conditionnement et transport des produits.

Les déchets sont triés, le degré de tri étant défini en fonction du ou des types de valorisation auxquels ils sont destinés.

Les papiers, les cartons et les plastiques triés sont conditionnés sous forme de balles.

Les ferrailles, les verres et les bois pourront être livrés en vrac.

Les refus de tri sont transportés dans des bennes étanches.

Les transports de matières dangereuses sont réalisés conformément à la réglementation correspondante.

Les transports sont effectués dans des conditions propres à limiter les envols. En particulier s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits sont couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

Article 2.3.8 Consignes d'exploitation.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 2.3.9 Documents tenus à la disposition de l'inspection.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier complet est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU.

Article 3.1 Principes généraux.

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la qualité des eaux superficielles et souterraines, à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égouts directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Tout rejet direct au milieu naturel d'eaux résiduaire non traités est rendu physiquement impossible.

Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Le refroidissement en circuit ouvert et la dilution sont strictement interdits.

Article 3.2 Réseau de collecte.

Le réseau de collecte des eaux est du type séparatif de façon à dissocier les eaux vannes, les eaux pluviales propres en particulier celles issues des toitures et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Les eaux pluviales des aires de stationnement et de manœuvre des véhicules, susceptibles d'être polluées, sont dirigées vers le réseau pluvial après passage dans un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures.

Article 3.3 Réseau d'alimentation en eau potable.

Afin d'éviter tout retour fortuit d'eaux dans le réseau public d'eau potable, la canalisation d'alimentation devra comporter un dispositif de protection anti-retour (disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable) placé juste en aval du compteur général. Le simple clapet anti-retour n'est pas considéré comme dispositif fiable.

Article 3.4 Traitement des eaux résiduaires.

Article 3.4.1 Réseau d'eaux usées sanitaires.

Les eaux issues des sanitaires sont dirigées vers le réseau d'assainissement communal.

Article 3.4.2 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

1 - La création de surfaces imperméabilisées par rapport à la situation existant à la prise en charge du site est compensée par une capacité de rétention d'un volume correspondant à 100 litres par mètre carré imperméabilisé.

L'objectif à atteindre est de restituer le régime hydraulique existant avant imperméabilisation.

2 - Les eaux pluviales, issues des zones visées à l'article 3.2., ci-avant, transitent par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures coalesceur muni d'un dispositif d'obturation automatique et dimensionné de façon à évacuer le débit maximal recevable sans entraînement de pollution inacceptable pour le milieu naturel.

Article 3.4.3 Effluents de l'aire de lavage des véhicules et engins.

Les opérations effectuées sur l'aire de lavage ne sont pas à l'origine d'effluent pollué que le dispositif de traitement avec le débourbeur-déshuileur-coalesceur n'est pas en mesure de rendre conforme aux normes de rejets visées au paragraphe suivant.

En particulier, cette installation n'est pas utilisée pour le nettoyage de D.I.S. et cette aire n'est pas utilisée en tant qu'aire de rétention.

Article 3.4.4 Normes de rejet.

Les eaux pluviales affectées par l'activité ainsi que les éventuelles eaux d'extinction d'un incendie, pourront être rejetées dans le réseau du pluvial sous réserve de satisfaire les valeurs limites d'émission de la section II de l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En particulier, la concentration en hydrocarbures devra être inférieure à 10 mg/L.

Dans le cas contraire, ces eaux sont considérées et traitées en tant que déchets.

Article 3.4.5 Prévention de la pollution accidentelle des eaux.

Toutes dispositions sont prises pour éviter tout déversement susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

En particulier, les stockages susceptibles d'être à l'origine d'écoulement polluant sont établis ou associés à une cuvette de rétention étanche et résistante. Le volume de la cuvette est au moins égal à la plus grande des deux valeurs ci-après :

- 100 % de la capacité du plus grand conteneur
- 50 % de la capacité totale des conteneurs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure à 250 L, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 L ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 L.

Les produits incompatibles ou dont le mélange n'est pas souhaitable compte tenu de la filière de valorisation ou d'élimination, sont stockés dans des cuvettes distinctes.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont confinées sur le site. À cet effet, le sol des ateliers et dépôts de ce type de produits est aménagé de manière, soit à assurer la rétention des eaux d'incendie, soit à reporter ses eaux vers un bassin de confinement extérieur. Dans ce cas, les organes de commande nécessaire à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

En cas d'incendie du bâtiment reconstruit, le confinement est assuré au moyen de plusieurs dispositifs :

- Fossé étanche en limite Ouest du site, d'une capacité de 275 m³,
- Relié au fossé précédent, un bassin étanche existant permettant un confinement de 600 m³ ; une vanne de confinement sera implantée en sortie de ce bassin,
- Confinement sur la dalle extérieure : il est considéré une surface de 3 030 m² et un encombrement de 50%. Un confinement de 363 m³ sur la dalle extérieure peut être réalisé, en cas de débordement du fossé étanche existant. La hauteur d'eau maximale sur la dalle est de 40 cm. La voie engins reste hors d'eau. Des aménagements sont prévus afin de sécuriser toute intervention éventuelle des services de secours sur la dalle : implantation de deux règles de hauteur d'eau aux extrémités du fossé bétonné, ainsi que des jalons de signalisation blanc et rouge de 1 m de haut le long de ce dernier.

Les aménagements prévus permettent une capacité de confinement de 1 238 m³ au total.

La cuvette de rétention ou le bassin de confinement sont, en condition normale d'exploitation, maintenus vides.

Leur vidange ne doit pas pouvoir s'effectuer par simple gravité.

Dans le cas où ces capacités sont susceptibles de recevoir des eaux pluviales, l'exploitant établit une consigne pour leur gestion destinée à assurer la permanence de leur disponibilité. Une procédure destinée à permettre la vérification du respect de cette consigne est alors mise en œuvre.

ARTICLE 4 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.

Article 4.1 Principes généraux.

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite.

Article 4.2 Émissions diffuses.

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation sont entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

Article 4.3 Combustion à l'air libre.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

L'incinération de déchets ne peut être réalisée que dans une installation spécifiquement autorisée à cet effet.

Article 4.4 Odeurs.

Les installations du centre sont exploitées de façon à prévenir la formation d'odeur.

En particulier, toutes mesures doivent être prises pour éviter le développement de fermentation anaérobie.

Article 4.5 Autres émanations.

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les émanations atmosphériques. En particulier, les émissions de composés organiques volatiles sont aussi réduites que possible. Les stockages susceptibles d'émettre des vapeurs sont exploités de sorte que leur température soit aussi basse que possible.

ARTICLE 5 ÉLIMINATION DES DÉCHETS.

Article 5.1 Principes généraux.

Les déchets produits sur le site ainsi que les déchets non recyclables sont éliminés conformément aux dispositions des articles L.541-1 à L.541-50 du Code de l'environnement, dans des conditions qui ne sont pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et d'une façon générale à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Le recyclage est opéré chaque fois qu'il est possible. L'exploitant veille à l'application du principe du déchet ultime édicté par la réglementation précitée.

Article 5.2 Stockage des déchets.

Les déchets recyclables et non recyclables sont traités et éliminés dans des installations régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation des installations classées.

L'exploitant s'en assure et est en mesure de pouvoir le justifier à tout moment.

L'exploitant s'efforce en permanence :

- de limiter la quantité et la toxicité des déchets produits,
- de trier les déchets valorisables en fonction des filières disponibles.

Article 5.3 Déchets particuliers.

Les déchets (chiffons, papiers, ...) imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques sont conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos.

Ces récipients seront étanches avec, à proximité, des extincteurs ou des moyens de neutralisation appropriés au risque.

Les huiles usagées sont collectées, stockées et enlevées par un ramasseur agréé ou mises à la disposition d'un éliminateur agréé conformément aux dispositions des articles R.543-3 à R.543-13 du Code de l'environnement.

Les déchets pulvérulents sont stockés dans des volumes clos de façon à prévenir les envols.

Les boues de cuage notamment du dispositif déshuilleur-débourbeur-coalesceur et de bassins de confinement sont traitées et éliminées en fonction de leurs caractéristiques et, le cas échéant, en tant que déchets.

Article 5.4 Contrôle de la production et de l'élimination des déchets.

En complément au contrôle des mouvements de déchets du centre de tri, prévu à l'article 2.3.5 ci-avant, l'exploitant tient une comptabilité précise des déchets produits par l'exploitation de l'établissement conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets mentionnés à l'article R 541-43 du Code de l'environnement.

A cet effet, il tient à jour un registre daté sur lequel sont notés :

- les quantités de déchets au fur et à mesure de leur production, leurs origines, leurs natures, leurs caractéristiques,

- le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, la date de l'enlèvement et le mode de transport adapté,
- le lieu de destination précis des déchets et les modalités de leur élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et les renseignements contenus sont conservés pendant au moins cinq ans.

ARTICLE 6 PRÉVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS.

Les installations sont implantées, construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou solidiens susceptibles de compromettre la tranquillité du voisinage.

Article 6.1 Véhicules - Engins de chantier.

Les véhicules de transport, matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des installations sont conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier répondent aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 6.2 Vibrations.

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986), relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Article 6.3 Limitation des niveaux de bruit et de vibration.

Article 6.3.1 Principes généraux.

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A, notés $L_{Aeq,T}$ du bruit ambiant (installations en fonctionnement) et du bruit résiduel (installations à l'arrêt). Elles sont mesurées conformément à la méthodologie définie dans l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 précité ;
- zones à émergence réglementée :
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse),

- les zones constructibles, à l'exclusion des zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés dans les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation, et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de parties extérieures des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Article 6.3.2 Valeurs limites de bruit.

Lorsque le niveau de bruit ambiant, incluant les bruits des installations, est supérieur à 45 dB(A), les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure à :

- 5 dBA pour la période allant de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dBA pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés.

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, les valeurs précisées dans le tableau ci-dessous :

| Période diurne | Niveau sonore en dB(A) | | | |
|--|------------------------|------|------|-----|
| Référence | L 50 | | | Leq |
| Point de mesure selon plan joint en annexe du plan en annexe | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Limite de bruit ambiant | 54,5 | 57,0 | 58,5 | 70 |

L'évaluation des différents niveaux de bruit doit se faire sur une durée représentative du fonctionnement des installations

Article 6.4 Autocontrôle des niveaux sonores

L'exploitant fait réaliser, périodiquement et au moins tous les 3 ans, à ses frais une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par un organisme ou une personne qualifiée et indépendant. La première mesure intervient dans l'année qui suit la notification du présent arrêté en régime d'émission maximale des installations.

Ces mesures se font aux emplacements définis ci-avant (points 1 à 4).

Elles pourront également s'effectuer dans les zones à émergences réglementées qui apparaissent les plus sensibles.

Les conditions de mesurages sont représentatives du fonctionnement des installations.

ARTICLE 7 PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION.

Article 7.1 Principes généraux.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres sont étudiés et définis avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

Article 7.2 Règles de construction.

Les bâtiments sont conçus, aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les éléments porteurs de structures métalliques sont protégés de la chaleur lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre ou peut compromettre les conditions d'intervention.

Les portes coupe-feu de degré 2 heures, installés entre le centre de tri et le couloir de circulation et d'accès aux locaux administratifs, sont maintenues fermées.

Les installations sont accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elles sont desservies, sur au moins une face, par une voie engin.

Dans les locaux comportant des zones à risques d'incendie, les portes s'ouvrent facilement, dans le sens de l'évacuation, elles sont à fermeture automatique. Des issues de secours sont prévues en nombre suffisant et réparties de façon à éviter les culs-de-sac de plus de 10 m. Elles sont balisées par des blocs autonomes d'éclairage de sécurité de type non permanent.

L'évacuation des fumées en cas d'incendie se fait par l'installation d'un désenfumage naturel et d'un désenfumage mécanique :

- Le désenfumage naturel est réalisé par des châssis ouvrants en toiture et en partie haute des façades d'une surface utile supérieure au 1/100^{ème} de la surface au sol des locaux, manoeuvrables en toutes circonstances. Des entrées d'air neuf sont réalisées en partie basse des façades.

- Le désenfumage mécanique est assuré par 2 tourelles d'extraction totalisant un débit minimum de 1 m³ par seconde par 100 m² de la surface au sol des locaux.

Les locaux sont recoupés en partie haute, en canton de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m². Ils sont délimités par des écrans de cantonnement réalisés en matériaux incombustibles et stables au feu de degré un quart d'heure.

La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires du bâtiment de transit reconstruit est supérieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.

La zone de stockage des déchets industriels spéciaux (DIS, classés sous la rubrique 2718) sont séparés de la zone de stockage des déchets non dangereux (DND) par un mur REI 120 de 6 m de haut.

Article 7.3 Règles d'aménagement.

Les lieux de stockage des déchets de nature différente sont suffisamment éloignés et efficacement repérés pour éviter la communication d'un incendie de l'un à l'autre. Les divers emplacements matérialisés et clairement signalés comme requis au point 2.2.5. ci-avant sont définis conformément aux plans joints au présent arrêté, au plan du porter à connaissance de mars 2022 modifiant les activités de plateforme extérieure et du bâtiment annexe et au plan du porter à connaissance de mai 2025.

Article 7.3.1 Installations électriques.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 et ses textes d'application et aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Un interrupteur général de l'alimentation électrique est situé de manière à être accessible en toute circonstance. Cet interrupteur est clairement signalé.

Dans les zones où peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente des atmosphères explosives, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire. Elles sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondent aux dispositions du décret n° 2015-799 du 01 juillet 2015 et de ses textes d'application.

Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques répondent aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus, ou sont constituées de matériel de bonne qualité industrielle qui, en service normal n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Les matériels et les canalisations électriques sont maintenus en bon état et protégés des corrosions et des chocs. Ils ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause

Des rapports de contrôle sont établis et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 7.4 Protection contre la foudre.

Les installations sont protégées contre la foudre conformément aux dispositions des articles 16 à 23 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 suscité et aux recommandations de la norme Française C 17-102.

Article 7.5 Protection contre les courants de circulation.

Les installations de triage et de manutention des déchets sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles.

Les valeurs de résistance de terre sont périodiquement vérifiées et sont conformes aux normes en vigueur.

Article 7.6 Règles d'exploitation.

L'exploitant établit des consignes de sécurité que le personnel doit respecter et qui précisent les mesures à prendre (évacuation, arrêts d'urgence ou fonctions à maintenir, alerte ...) en cas d'incidents graves ou d'accidents.

Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement, dans des lieux fréquentés par le personnel.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme est affichée à l'entrée des installations.

La surveillance est assurée par des rondes de sécurité dont la première est effectuée dans la demi-heure suivant le départ du personnel.

Dans les zones présentant des risques d'incendie et d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail, le permis de feu et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il a nommé désignée.

Article 7.7 Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre.

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- 2 poteaux d'incendie externe normalisés de 100 mm de diamètre et alimentés de manière à assurer un débit unitaire de 60 m³/h, non situés sous les vents dominants ;
- 2 bâches d'eau incendie de 120 m³ positionnée à proximité des îlots des végétaux ;
- une réserve d'eau de 360 m³ supplémentaire ;
- La défense intérieure sera assurée au moins par l'installation :
 - d'un réseau de R.I.A. - DN 40 - répartis de manière à ce que tout point des locaux à protéger soit atteint simultanément par deux jets de lances ;
 - d'extincteurs de 6 litres à eau pulvérisée à raison d'un extincteur pour 150 m² ;
 - d'extincteurs de 2 kg CO₂ à proximité des tableaux et appareils électriques ;

- d'extincteurs à poudre de 9 kg à proximité des D.I.S. ;
- d'une caisse de 100 litres d'agent neutralisant sec, avec pelle de projection, à proximité de la station de transit des D.I.S..

Article 7.8 Organisation de la maintenance, de l'information et de la formation en matière de sécurité.

Les moyens d'intervention et de secours sont maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser **un an**, ainsi qu'après chaque utilisation.

Le personnel d'exploitation est initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention et au maniement des dispositifs de sécurité.

L'exploitant fixe par écrit les conditions de maintenance, d'essais périodiques des matériels et des dispositifs à mettre en œuvre en cas de sinistre, ainsi que celles relatives à l'information, à la formation et à l'entraînement du personnel dans ce contexte.

Article 7.9 Alarme.

Compte tenu de son étendue, l'établissement est pourvu d'une alarme en cas d'incendie audible de tous les emplacements où du personnel est susceptible de se trouver. L'exploitant établit une consigne prévoyant notamment un point de ralliement.

Article 7.10 Installation photovoltaïque en toiture.

Les installations photovoltaïques en toiture sont conformes en tout point aux articles 28 à 44 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

En particulier, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments de conformité justifiant de la conformité des installations ainsi que les plans d'intervention et les procédures établis selon les articles 28 à 44 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité.

ARTICLE 8 PRÉVENTION DE LA PROLIFÉRATION DES MOUCHES ET DES RONGEURS.

L'établissement est mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant un an.

L'exploitant lutte efficacement par des traitements appropriés contre tout développement, toute éclosion et toute prolifération biologique perturbatrice.

ARTICLE 9 AUTRES DISPOSITIONS.

Article 9.1 Inspection des installations.

Article 9.1.1 Inspection de l'administration.

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Article 9.1.2 Contrôles particuliers.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles sonores, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les sédiments, ...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le ministre de l'Environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

Article 9.2 Annulation - Déchéance - Cessation d'activité.

La présente autorisation cessera de produire effet au cas où l'installation n'aura pas été mise en service dans un délai de trois ans après la notification du présent arrêté ou n'aurait pas été exploitée durant les deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le Préfet, au minimum trois mois avant cette cessation et dans les formes définies à l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement.

Il doit, par ailleurs, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

A cette fin :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre, ...);

- la qualité des sols, sous-sols et bâtiments est vérifiée par une étude spécifique et au besoin ceux-ci doivent être traités.

Article 9.3 Changement d'exploitant.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Article 9.4 Évolution des conditions de l'autorisation.

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitant doit se conformer à toutes celles que l'administration pourra juger utile de lui prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, en raison des dangers ou inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

ARTICLE 10 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 11 PUBLICITÉ.


En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois. Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

ARTICLE 12 EXÉCUTION et NOTIFICATION.

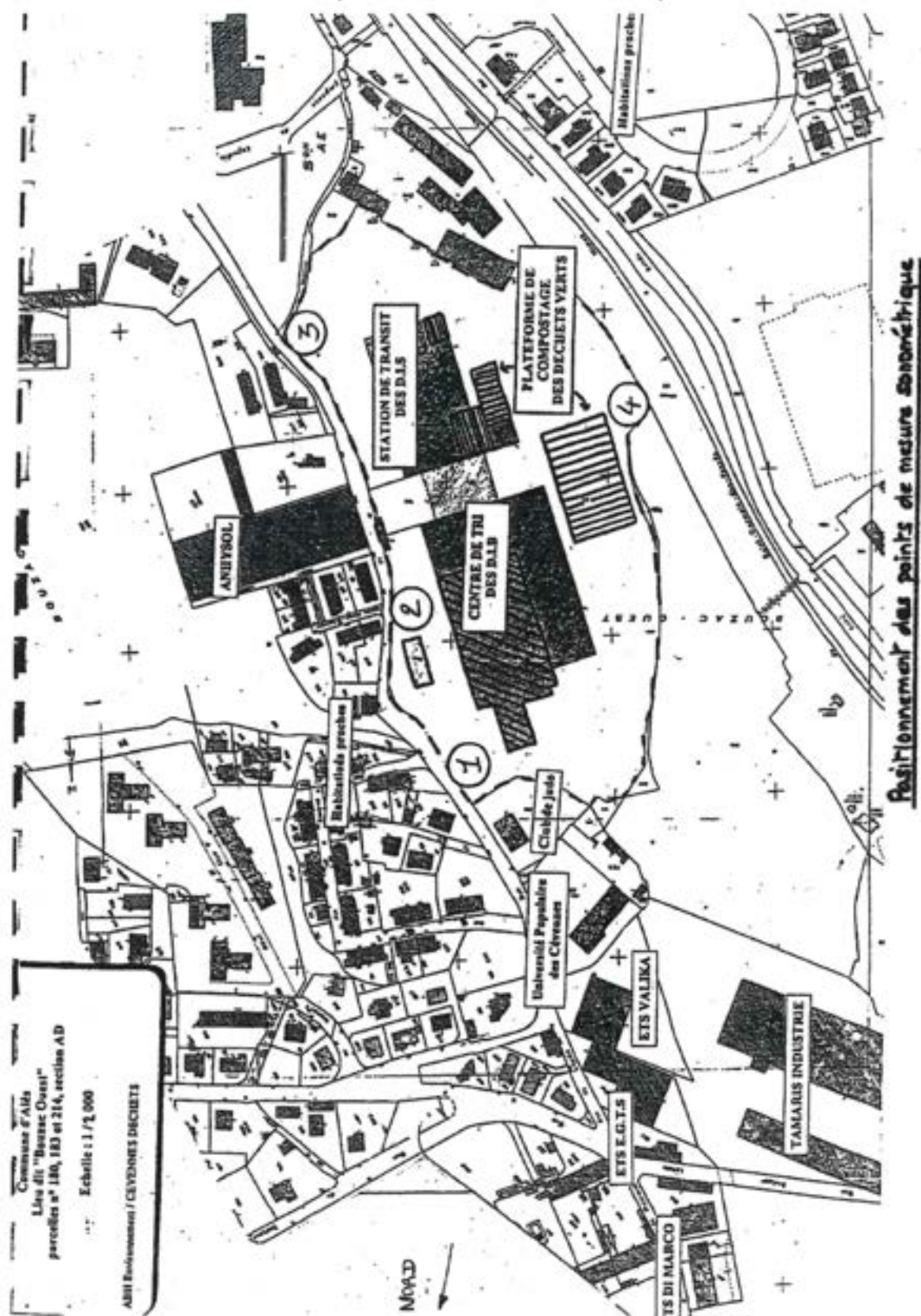
Le sous-préfet d'Alès, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie, unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de la commune d'Alès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, et communiqué aux conseils municipaux des communes d'Alès, de Saint Privat-des-Vieux, de Cendras et de Saint Martin-de Valgalgues.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,

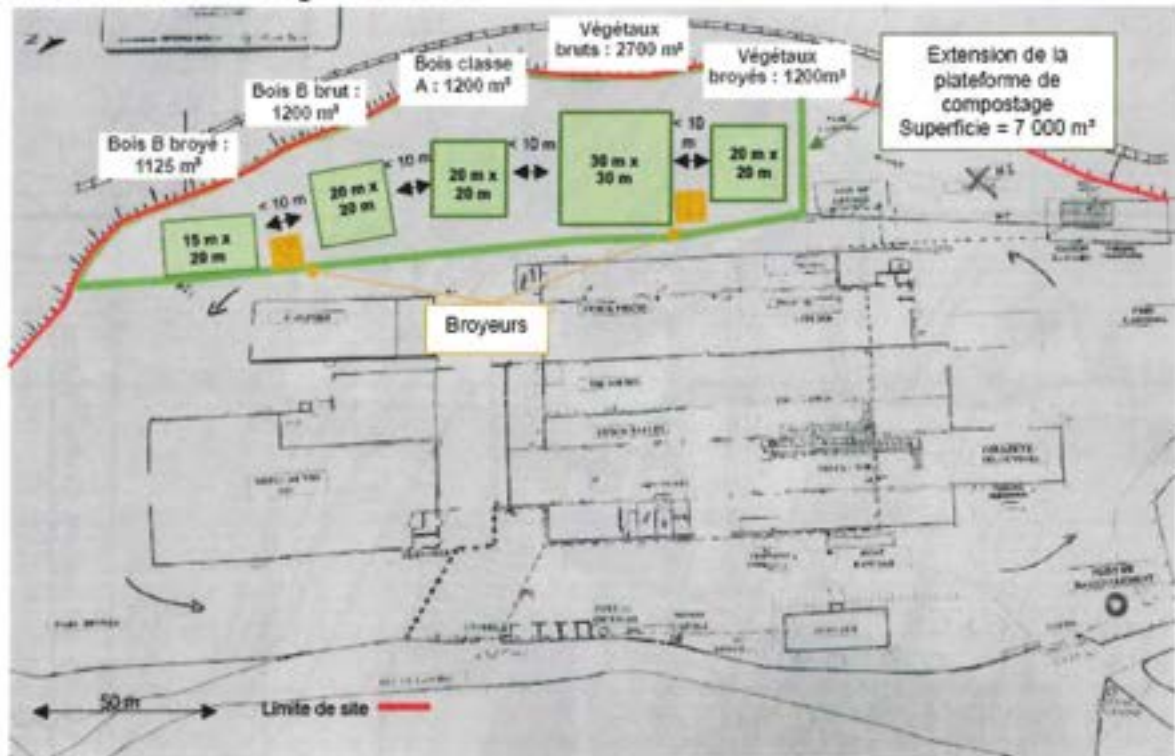


Emile Soumbo

Annexe : Positionnement des points de mesure sonométrique



Annexe : Plan des stockages extérieurs



Annexe : Plan des stockages dans le bâtiment de transit

